

***Barkhane* : succès, atouts et limites d'une opération originale dans la Bande sahélo-saharienne**

Par Olivier Hanne

Entre janvier et avril 2012, l'ensemble du Nord-Mali passe sous le contrôle de groupes armés terroristes (GAT), inspirés notamment par le jihadisme. Face au risque d'extension vers la capitale Bamako, l'opération *Serval* est mise en branle le 11 janvier 2013 à l'initiative du président François Hollande, et après la demande désespérée du président malien Dioncounda Traoré. Elle est immédiatement assurée par des frappes aériennes et des commandos, renforcés en quelques jours par 4000 soldats français et 1500 véhicules, appuyés sur leurs arrières par les forces du Tchad et de la MISMA (Mission Internationale de Soutien au Mali). Deux colonnes françaises remontent vers le nord-est à grande vitesse, dans des conditions logistiques extrêmes. Les premiers raids français touchent Gao et Tombouctou le 27 janvier, qui est libérée le lendemain. Les groupes armés s'enfuient vers Kidal et l'Adrar des Ifoghas où auront lieu les accrochages les plus violents, ainsi qu'à Gao. À partir du mois d'avril, l'ensemble du pays semble pacifié, ou du moins sous contrôle, l'immense espace désertique n'étant en réalité à personne, vaste zone tampon de circulation, de contrebande et de fuite.

Serval a été un succès.¹ L'expédition française a été bien accueillie par les populations maliennes, et aucun front musulman ne s'est constitué contre l'"infidèle". Les opérations militaires ont même provoqué un début de règlement politique avec les accords de Ouagadougou entre le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) et les autorités de Bamako en mai 2013. Pourtant, comme devaient le montrer les trois années suivantes, ce résultat inespéré et rapide ne déboucha pas sur une paix durable. Comment la France, le Mali et leurs alliés ont-ils voulu sécuriser la région à travers l'opération *Barkhane*, sans y parvenir totalement ?

Modalités de l'opération *Barkhane* : un cadre original

Aux origines de *Barkhane* : le G5 Sahel

Après les succès de l'opération *Serval*, dans un contexte de "fulgurance stratégique", la France devait poursuivre la lutte contre les GAT sur la longue durée, mais cette fois-ci en intégrant les acteurs internationaux qu'elle avait laissés de côté durant les opérations de janvier-mars 2013.² En intervenant presque seule, la France avait retrouvé une forme

¹ O. Hanne (ss.dir.), *Mali, une paix à gagner. Analyses et témoignages sur l'opération Serval*, Paris, Lavauzelle, 2014.

² Nous renvoyons à notre ouvrage co-écrit avec G. Larabi, *Jihâd au Sahel. Menaces, opération Barkhane, coopération régionale*, Paris, Éditions Giovanangeli, 2015, et à *Contrer les menaces transnationales dans le Sahel*, Dakar, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, mai 2014.

classique d'intervention militaire, soutenue par une volonté politique forte, libérée des contestations de cabinets et de chancelleries. Mais un tel format ne pouvait perdurer.

En février 2014 est fondé à Nouakchott, sous l'impulsion du président mauritanien, le “G5 Sahel” avec le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, qui partagent les mêmes problématiques sécuritaires, humaines et géographiques. Le Sénégal n'y participera pas. Ce regroupement est aussitôt accepté par l'ONU, l'Union Européenne (UE) et la France, qui a été son soutien dès le début. En effet, Paris avait besoin d'un cadre administratif international pour appuyer l'opération *Barkhane* lancée le 1^{er} août 2014. Le G5 Sahel est ainsi devenu indissociable de *Barkhane*.

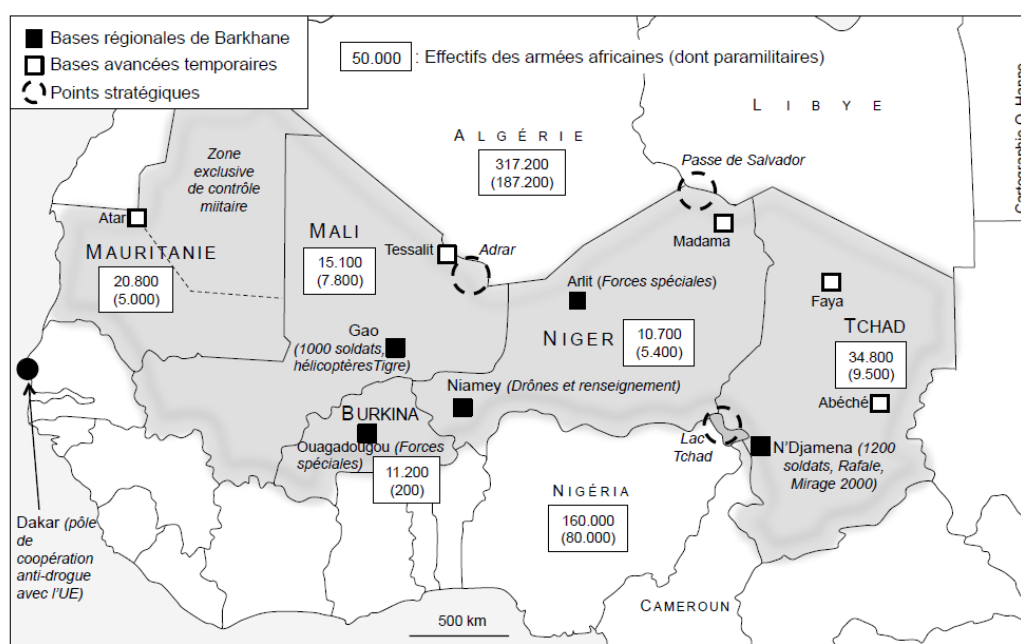


Fig.1 : Barkhane et le G5 Sahel

Face à la logique transfrontalière de la menace des GAT, le G5 Sahel apporte une réponse pragmatique et transnationale, en acceptant de diluer ses forces dans l'espace sahélien. De fait, contre le risque de fuite des GAT derrière les frontières, le G5 Sahel offre un droit de poursuite élargi ; contre des zones-refuges à cheval sur plusieurs pays, comme la forêt de Ouagadou (Mauritanie-Mali), le G5 Sahel valide des interventions conjointes. Chaque opération sahélienne intègre un DLAO (Détachement de liaison et d'appui opérationnel) et bénéficie du soutien logistique et du renseignement français, et parfois américain.³ Le premier axe conjoint de *Barkhane* et du G5 Sahel est donc le partenariat.

Les objectifs

À l'occasion de la seconde réunion du G5 Sahel, le 19 novembre 2014, les États signataires ont confirmé vouloir agir ensemble contre les GAT, développer les partenariats

³ Ce partage du renseignement conduit parfois à dépasser du cadre sahélien pour des opérations spéciales. Le 18 mai 2015, un raid américain sur Adjedabia, dans l'Est libyen, ciblait le conseil central d'Al-Mourabitoun et manquait de peu de tuer Belmokhtar, réfugié en Libye.

stratégiques, mieux gérer les fonds des partenaires. L’accent fut mis sur la promotion des “zones les moins développées”, autrement dit les espaces transfrontaliers. L’ONU se rallia à ces principes, qui correspondaient à ceux de la MINUSMA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali), créée en avril 2013 (12600 hommes), et dont les modalités se voulaient sociétales et politiques (dialogue malien, droits de l’Homme, action humanitaire, bonne gouvernance...).⁴ L’UE, de son côté, gère l’EUTM (Mission de Formation de l’UE au Mali), mission lancée en décembre 2012, visant à former six bataillons maliens, mais aussi, plus largement, à donner des conseils en matière de ressources humaines et de droit international humanitaire. Le volet sécuritaire était donc systématiquement élargi à des préoccupations relevant d’une approche globale.

À travers le G5 Sahel et son format réduit à cinq pays, très proches de la France, Paris s’assure d’un dialogue de proximité et permanent, afin de suivre une ligne “dure” (*hard power*), qui était celle de la sécurité régionale, tandis que l’Union européenne, premier bailleur de fonds au Sahel, prônait une ligne plus globale et plus “douce” (*soft power*), fondée sur le développement durable et la défense des droits de l’Homme.

Les objectifs de *Barkhane* furent fixés en parallèle à ceux du G5 Sahel, selon des axes purement opératifs : empêcher toute résurgence de la menace des GAT ; éviter l’apparition de nouveaux sanctuaires, limiter la capacité de régénération jihadiste, couper les flux logistiques. Les espaces privilégiés de son déploiement sont les mêmes nœuds de transit de flux depuis mille ans, et recourent les zones du sous-développement sahélien : Tessalit, Gao, Faya Largeau, N’Djamena, Madama. *Barkhane* répond donc à une évolution intellectuelle originale de la France, qui a revu son approche stratégique et a fait correspondre son dispositif militaire au nouveau format géopolitique que constitue le G5 Sahel. Ainsi, *Serval* au Mali a fusionné avec le dispositif historique *Épervier* au Tchad pour générer l’opération française la plus étendue depuis soixante ans, à cheval sur cinq pays. Le caractère régional de ses missions est explicite : il s’agit d’“appuyer les forces armées des pays partenaires de la Bande sahélo-saharienne dans leurs actions de lutte contre les groupes armés terroristes ; [et de] contribuer à empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région”.⁵

Les conditions opérationnelles

Pourtant, *Barkhane* n’est, théoriquement, qu’un appui aux acteurs sahéliens, dont les armées sont déclarées “*menant le combat*” contre les GAT.⁶ L’avantage est aussi de réduire les coûts financiers d’une OPEX au format inédit et dont on devinait déjà en 2014 qu’elle serait longue. Conséquence inévitable : on accepta de surveiller un espace neuf fois plus grand que la France avec quelques milliers d’hommes. Pour assumer cette “*dilution consentie*”, la France choisit de surveiller les grands verrous stratégiques de la région : l’Adrar, la Passe de Salvador et la région du lac Tchad. Ainsi, l’opération *Serval*, qui avait

⁴ Cf. <http://minusma.unmissions.org>.

⁵ Dossier de présentation de l’opération *Barkhane*, État-major des Armées françaises, 11 août 2014.

⁶ Centre interarmées de concepts, de doctrines et d’expérimentations (CICDE), Paris, 12 juillet 2011.

atteint jusqu’à 4500 soldats avant de redescendre à 2100 en juin 2014, et l’opération *Épervier* au Tchad, déclenchée il y a 28 ans en 1986 et comptant 1200 soldats, ont vu leur succéder l’opération *Barkhane* qui ne comprend plus que 3000 soldats pour une zone d’action exceptionnelle. Forcément, la tension générée pèse sur les matériels et les hommes, qu’il faut faire tourner généralement sur un rythme de 4 mois, et non 6 comme en Afghanistan.

Au début de l’année 2015, *Barkhane* arme deux groupements tactiques “désert” (GTD), 14 hélicoptères, 200 véhicules de logistique, 200 blindés, 8 avions de chasse (4 Mirage 2000 au Niger et 4 Rafale au Tchad), 5 drones (2 Harfang et 3 Reaper) et une dizaine d’avions de transport. Seuls deux points sont permanents, à Gao et N’Djamena, distants de 4h30 de vol tactique. Des détachements sont déployés dans la profondeur désertique sur des bases opérationnelles avancées temporaires, qui constituent des plateformes logistiques. Dans un tel environnement, la composante aérienne est essentielle pour la projection des troupes, l’appui au renseignement, le feu sur l’ennemi, et l’évacuation des blessés.

L’aérocombat est révélateur de l’acculturation tactique de la France au Sahel, notamment dans son adaptation de la vitesse offensive du rezzou.⁷ Même avec ses Rafale et ses drones, la force *Barkhane* resterait insuffisante sur une telle superficie sans l’expérience des armées sahéliennes, tout comme celles-ci seraient limitées sans la supériorité du renseignement, de la mobilité et des frappes de la France. On comprend dès lors l’importance tactique prise par la Force *Sabre*, l’opération menée par le COS (Commandement des Opérations Spéciales) dans la région sahélienne depuis août 2012. *Sabre* a été déployée d’abord en Mauritanie pour sécuriser l’Est du pays, puis au Burkina Faso où elle a installé son centre à Ougadougou, au Niger et au Mali. C’est dire aussi que la France n’a pas attendu *Serval* pour intervenir aux côtés de ses partenaires. *Sabre* et l’aérocombat sont les deux volets constitutifs du “rezzou” à la française contre les GAT...

Les résultats

Après deux ans de fonctionnement, faire un bilan de *Barkhane* paraît précoce, d’autant que les informations disponibles sont trop ponctuelles. Il est toutefois possible de dégager trois types de résultats : opérationnels, tactiques et intellectuels.

Au plan opérationnel, les succès de l’opération *Barkhane* sont manifestes. Les comptes rendus de missions et les RETEX indiquent que, depuis 2014, de nombreux plots logistiques ont été découverts, d’innombrables pick-ups neutralisés, des individus capturés. 150 opérations ont été menées en 2015, une centaine de caches d’armes découvertes et 16 tonnes de munitions ou d’explosifs détruites.⁸ Plusieurs leaders de GAT ont trouvé la mort ou ont été arrêtés. Abou Yahya, chef militaire du Front de Libération du Macina (FLM) a été arrêté en juillet 2016 dans la région de Ségou. Dans la nuit du 10 au 11 décembre 2014, autour de Gao, les forces françaises, en coordination avec les autorités maliennes, ont

⁷ Michael Shurkin, *France’s War in Mali : Lessons for an Expeditionary Army*, Santa Monica, RAND Corporation, 2014, p.8.

⁸ Cf. <http://www.defense.gouv.fr/operations/sahel/actualites/barkhane-point-de-situation-au-07-janvier-2016>.

neutralisé une dizaine de terroristes, dont Ahmed El-Tilemsi, membre fondateur du MUJAO et émir d’Al-Mourabitoun au Mali. En tout, 165 terroristes auraient été mis hors de combat au cours de la première année de *Barkhane*, dont 65 capturés. Malgré les combats, on continue toutefois de négocier en secret, notamment pour libérer les otages. En décembre 2014, le Français Serge Lazarevic, capturé par AQMI, aurait ainsi été rendu contre rançon.

Certaines opérations conjointes ont été des modèles de coopération militaire pour l’avenir. Entre le 7 et le 13 avril 2015, 90 Paras de la Force *Barkhane* ont sauté sur la Passe de Salvador, appuyés par une trentaine de Nigériens hélicoptères depuis la garnison de Madama. L’intervention a permis de démanteler un site logistique et d’arrêter trois guetteurs œuvrant pour un GAT. Autre exemple de coopération transnationale, du 27 juillet au 15 août 2014, en pleine phase de transition entre *Serval* et *Barkhane*, les militaires maliens et mauritaniens ont mené une opération à la frontière entre leurs deux pays (opération *Baobab*). Plus de 800 hommes, dont une centaine de Français, accompagnés de véhicules blindés, ont effectué des opérations de reconnaissance dans la forêt de Ouagadou. Du 17 au 22 novembre, les opérations de fouille dans les régions de Bourem et d’Almoustarat ont permis la saisie de plusieurs tonnes d’armes, de munitions, d’explosifs, aboutissant au démantèlement d’un plot logistique et de deux ateliers de fabrication d’engins explosifs.

Le niveau de coordination a aussi permis d’associer plusieurs types de forces (spéciales/conventionnelles) appartenant à plusieurs pays à la fois, gageure rarement relevée en Afrique. Les 9 et 10 octobre 2014, ont ainsi été interceptés deux convois d’AQMI vers le Mali en provenance de Libye, avec une quinzaine de terroristes et trois tonnes d’armement...

Ces succès indéniables s’accompagnent de résultats tactiques qui changent la donne des modes opératoires au Sahel. Grâce aux missions communes et aux décisions partagées, une confiance se construit. Ici, le succès de telles opérations, délicates, complexes et exigeant des temps de décision extrêmement courts, concrétise la volonté régionale de vaincre la menace terroriste islamiste. Un véritable réseau de commandement stratégique s’est établi entre les différents officiers généraux de la zone, qu’ils soient français ou ressortissants du G5 Sahel. Pour sécuriser ses frontières, le Tchad s’est engagé dans la constitution de forces mixtes avec ses voisins, d’abord avec le Soudan, puis avec les pays voisins du lac Tchad en 2012. Chaque pays du G5 Sahel est tiré vers le haut grâce à cette collaboration. La Mauritanie a créé un rideau humain d’environ 35 points de passage obligés (marchés, puits, carrefours) face à sa frontière algéro-malienne. Sa stratégie nationale de lutte contre l’islamisme a permis à la Mauritanie d’être en pointe dans le renseignement sur les partisans du jihadisme dans l’Ouest de l’Afrique. Le Niger a fait d’énormes efforts dans l’aérocombat en faisant l’acquisition d’une flotte de sept hélicoptères et cinq avions. Le pays a ainsi pu appuyer la France qui, pour la seule semaine du 8 au 15 juillet 2015, a fait une centaine de sorties, dont 26 de combat.⁹ Les fruits portent même au-delà du G5 Sahel, puisque, depuis l’été 2015, la France a renforcé sa coopération avec le Nigeria contre Boko Haram, en lien aussi avec les États-Unis. Des

⁹ Site du Ministère de la Défense.

vols de reconnaissance par avions et drones ont été assurés par la France dans le nord-est du Nigeria, afin d’améliorer le renseignement,¹⁰ et les soldats français basés à Diffa, au sud-est du Niger, ont participé à la sécurisation des frontières entre les deux pays.

Enfin, le bilan de *Barkhane* revêt un caractère d’ordre intellectuel, puisque l’opération est issue d’un processus assumé – malgré lui ? – par François Hollande, à savoir la conviction que la “Françafrique” était, concrètement, inévitable tant que le danger terroriste et le risque migratoire étaient d’actualité. Il fallait temporairement négliger les questions de bonne gouvernance, de développement durable et de la reconstruction des États, autant d’aspects laissés à l’ONU ou à l’UE, pour des objectifs sécuritaires plus limités mais plus réalistes. Que ce changement ait été décidé ou pas, il s’est de toute façon incarné, et l’approche contre-insurrectionnelle américaine a été dépassée, ainsi que la vision globale, prédominante depuis les années 1990. C’est au nom de cette nouvelle compréhension de la complexité sahélienne que l’on décida de ne pas interrompre tous les flux illégaux dans la zone (drogues, essence, cigarettes...), pour se concentrer surtout sur les armes et les trafics d’êtres humains. Bloquer tous les trafics reviendrait à participer à la paupérisation et à l’exaspération ethnique. C’est tout le dilemme d’une région de transit séculaire : la frontière entre licite et illicite n’y est pas celle fixée par l’État, mais plutôt celle donnée par des impératifs de survie. Ce processus intellectuel était toutefois commencé avant les événements de 2012, puisque c’est bien la France qui sauva le régime d’Idriss Deby en 2008, malgré sa nature autoritaire.

Depuis l’affaire malienne, la géostratégie est à la recherche d’efficacité, et non plus d’idéal théorique, de vastes plans de modernisation de l’Afrique, venus de l’extérieur, conditionnés par des changements sociétaux, qui sont tous reçus comme des tentatives d’occidentalisation. Le pragmatisme et la cohérence sont les nouvelles alternatives qu’ont développées la France et le G5 Sahel depuis 2014, au bénéfice concret des populations.

Évolution stratégique des groupes armés

La fuite des groupes jihadistes en 2013

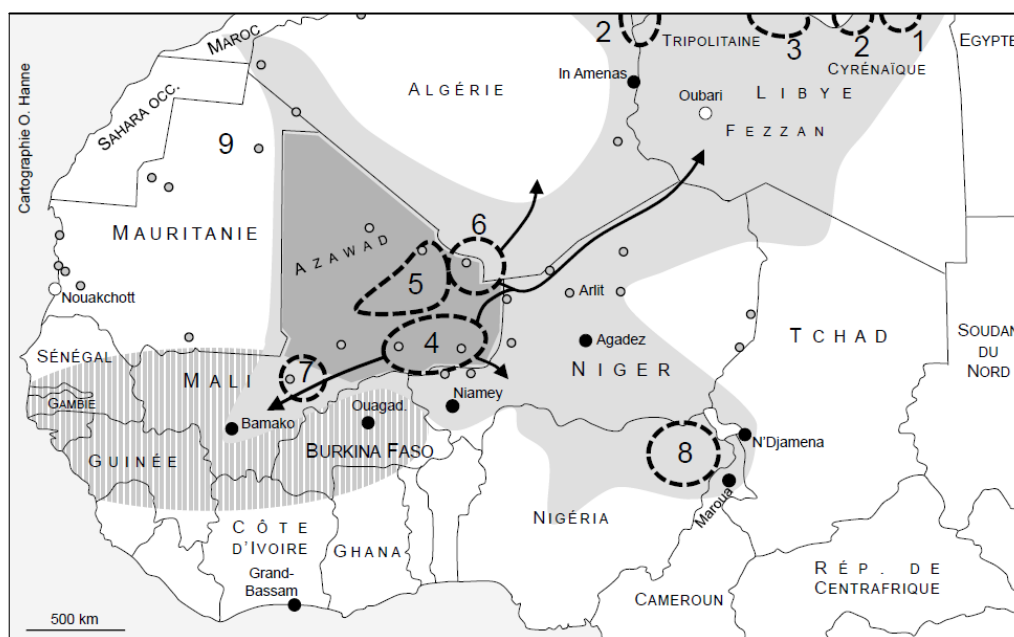
L’opération *Serval* a délogé les GAT de l’Azawad en quelques semaines. C’est dans ce contexte cuisant que les leaders du MUJAO (Mouvement pour l’Unité et le Jihad en Afrique de l’Ouest, regroupant des Peuls et des Songhaïs) et ceux des “Signataires par le sang” de Mokhtar Belmokhtar, ont décidé en août 2013 d’unir leurs forces – à peu près 300 hommes – en fusionnant sous l’appellation d’Al-Mourabitoun.

Les jihadistes qui n’ont pas été arrêtés ou tués – *Serval* aurait fait entre 600 et 1000 morts chez eux – tentèrent de se fondre dans la population. Les autres s’enfuirent avec leurs chefs en Kabylie, ou à Oubari, capitale libyenne de la contrebande et de la vente d’armes. En trouvant refuge au milieu du chaos libyen, les jihadistes ont pu aisément s’y reconstituer, recruter et se réarmer. Ils ont noué ici des liens avec les terroristes tunisiens et libyens en partance pour le jihâd en Syrie et en Irak, ils se sont entraînés dans leurs camps,

¹⁰ “Les avions français survolent bien le Nigeria, malgré les démentis”, *Jeune Afrique*, 11 septembre 2015.

et ont échangé des informations et des stratégies. C’est parce qu’ils avaient quitté le théâtre malien que les hommes d’Al-Mourabitoun lancèrent plusieurs attaques en mai 2013 au Niger, à Agadez contre les militaires, à Arlit contre AREVA et à Niamey. À peine évincé du Mali, Belmokhtar a même assuré en janvier 2013 une opération de grande ampleur à In Amenas (Algérie), à 1500 km de ses bases.

Fig.2 : Le risque jihadiste (2013-2016)



À partir de 2013, au Mali, la situation se stabilisa, malgré un nombre inquiétant de déplacés et de réfugiés. Entre juin 2013 et janvier 2014, l’activité terroriste reflua en raison des opérations de sécurisation menée par les forces françaises. AQMI se manifesta encore en novembre par l’assassinat de deux journalistes à Kidal, mais le mouvement ne pouvait plus assurer une guérilla efficace. L’insécurité était surtout liée aux actions du MNLA contre l’armée malienne.

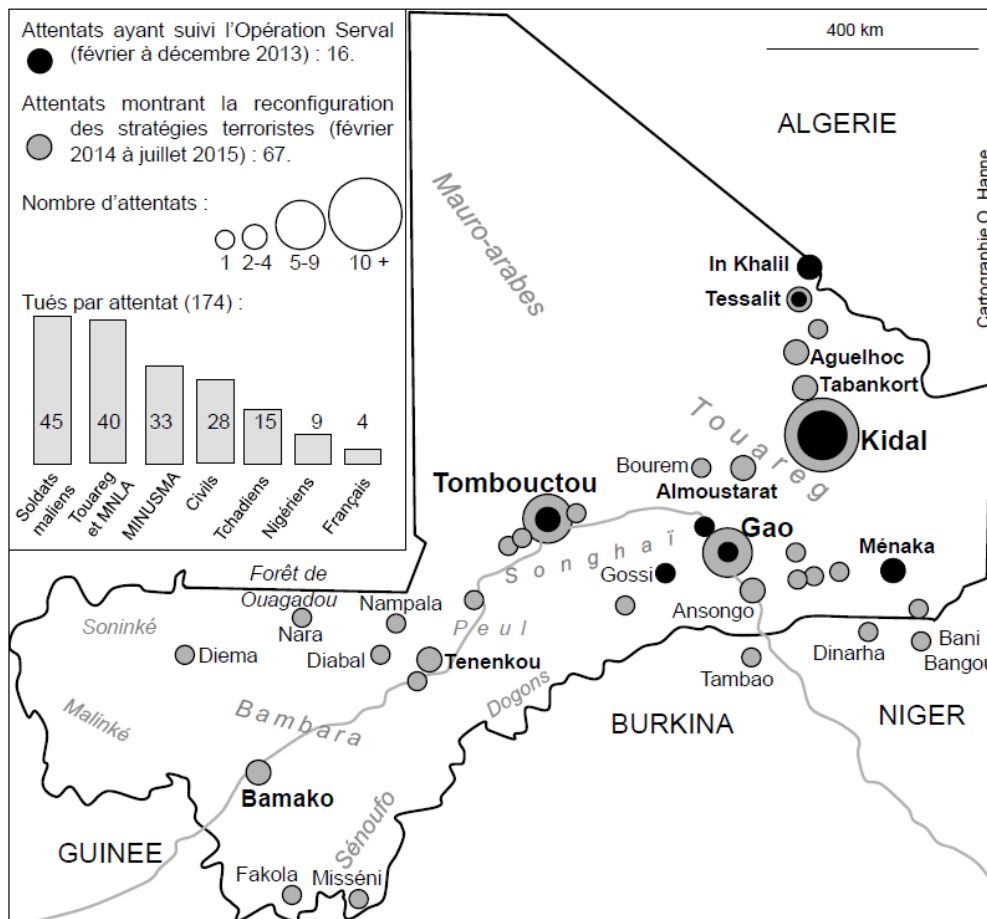
Le redéploiement (2014-2015)

Les GAT ont pourtant survécu et se sont vite adaptés en suivant une stratégie de “déprofilage”, initiée en 2013 et efficace dès l’année suivante. AQMI a renoncé à son extension territoriale pour se dissimuler au sein de la population, ou se faire invisible dans des zones-refuges privées de la présence de l’État. Évitant les regroupements en *katiba* surarmées, les jihadistes évoluent seuls ou par petites équipes, camouflés comme bergers, ou roulant à motos. Pour traverser le désert depuis la Libye, on les voit piloter à plus de 100 km/h sur des pistes incertaines les derniers modèles de 4 x 4 japonais, tous équipés de GPS et renforcés de jerricanes d’essence.

Plutôt que de rechercher l’affrontement et la conquête de territoires, les GAT déploient une stratégie de harcèlement systématique, souvent nocturne et asymétrique. Les

modes opératoires sont toujours les mêmes et assez primaires : attentat à la bombe, véhicule piégé, pose d’IED, tir artisanal de roquette, mitraillage improvisé. S’ils sont suffisamment financés et organisés, avec de bons appuis locaux, ils peuvent passer à l’enlèvement, mode d’action plus délicat d’un point de vue logistique, mais rémunérateur. AQMI en avait fait sa marque de fabrique jusqu’en 2012. À partir de janvier 2015, certains groupes ont même pu attaquer frontalement des garnisons de l’armée malienne dans le nord-est du pays. Le 5 janvier 2015, onze soldats furent tués à Nampala. Le 17 janvier, le quartier général de la MINUSMA était ciblé le lendemain d’une attaque sur Ténenkou, signe d’une coordination inquiétante. Malgré l’autonomie des GAT, ceux-ci collaborent pour certaines opérations, ainsi Ansar Dine et AQMI, et le FLM avec Al-Mourabitoun.

Fig.3 : Le redéploiement terroriste (2013-2015)



- Attentats et prises d’otages d’AQMI (2003-2011)
 - Echec de l’Azawad islamique (2012-2013)
 - ← Déplacement des GAT suite à Serval
 - Zone de déstabilisation par le jihadisme (2012-2015)
 - Principaux attentats (2013-2016)
 - Formation d’un nouvel espace jihadiste en Sénégal (2015-2016)
- GAT et leur zone d’action :**
- 1 : Etat islamique de Libye
 - 2 : Ansar al-Charia
 - 3 : Frères musulmans et autres GAT
 - 4 : MUJAO, Al-Mourabitoun
 - 5 : Ansar Dine
 - 6 : AQMI et filiales
 - 7 : FLM
 - 8 : Boko Haram
 - 9 : MSJI

En quelques mois, les réseaux jihadistes se sont redéployés pour agir sur l'ensemble du territoire malien, au Burkina Faso et au Niger.¹¹ De 40 attaques comptabilisées en 2014, le Mali en a connues 98 l'année suivante. Celles-ci sont généralement revendiquées à 60% par Al-Mourabitoun et à 40% par AQMI. Tandis que cette dernière est confinée dans l'Adrar, l'espace privilégié d'Al-Mourabitoun est le centre et l'ouest du Mali : il a signé le 7 mars 2015 le premier attentat dans Bamako depuis le lancement de *Serval*, faisant cinq morts dans un bar d'expatriés, ainsi que le premier enlèvement d'un Occidental au Burkina Faso, le 4 avril 2015. Leurs cibles privilégiées sont l'armée et les civils maliens, les Touareg et le MNLA, les Casques bleus de la MINUSMA, les soldats tchadiens et français.

Une dangerosité intacte

La menace au Sahel est devenue multiforme en 2016. Tous les facteurs traditionnels de fragilisation sociale et politique se sont accumulés : les crises agricoles, la pauvreté endémique, les revendications régionales, les injustices sociales, les États faillis, les élites corrompues et, plus encore, les tensions ethniques qui ralentissent la construction nationale et l'initiative individuelle. Le jihadisme n'est donc que l'aspect le plus saillant des fractures accumulées, et l'ultra-violence est une arme largement partagée : par les rébellions touarègue ou toubou, par certains États, par les trafiquants.

Les GAT excellent dans les opérations de subversion (terrorisme, harcèlement), mais échouent à s'approprier durablement un territoire.¹² Aussi, la “salafisation” des esprits apparaît comme leur meilleure arme, car cette méthode subversive offre aux jihadistes la complicité tacite des habitants. La parution en janvier 2015 d'un nouveau numéro de *Charlie Hebdo*, jugé offensant pour le prophète Mahomet, a déclenché une vague de contestations tournant à l'émeute au Niger, dans les villes de Zinder et Niamey. Car le jihadisme se nourrit autant de ces sentiments d'humiliation que de la pauvreté.

Leur second atout se trouve dans le réseau de l'“internationale jihadiste”, dont les connexions se sont améliorées depuis 2014. Les victoires de Daech au Moyen-Orient ont donné un modèle d'organisation islamique et de résistance dans un territoire en extension. Le mimétisme des attaques et des modes de communication est flagrant. Dès sa genèse, AQMI a réalisé des vidéos de ses attentats-suicides directement inspirées de ce qui était pratiqué en Irak. Et ses combats au Mali ont bénéficié de l'expérience des jihadistes yéménites.¹³

Malgré la compétition symbolique entre Boko Haram, AQMI et ses anciennes filiales, les trois espaces du jihâd africain que sont le Mali, la Libye et le nord du Nigéria se sont donc rapprochés pour former un continuum jihadiste, interrompu toutefois par le Tchad et gêné par *Barkhane* au Nord du Mali et du Niger. Dans ce dernier pays, avec 3000

¹¹ N. Hubert, *Monitoring de la stabilité régionale*, note du GRIP, Bruxelles, octobre-décembre 2014.

¹² O. Hanne & G. Larabi, “Lutte contre le terrorisme et sécurité au Sahel”, *Sécurité & Défense magazine*, 20 juin 2016.

¹³ B. Rogio, “Wuhayshi Imparted Lessons of AQAP Operations in Yemen to AQIM”, *Long War Journal*, 12 août 2013.

km de frontières sans surveillance, les combattants se déplaceraient librement entre Kidal et la Passe de Salvador, le long de la frontière algérienne, évitant le massif de l’Aïr et le désert du Ténééré.¹⁴ Opérant à nouveau depuis la forêt de Ouagadou, AQMI s’en est pris le 26 juin 2015 à la caserne militaire à Nara, où trois soldats ont été tués. Deux jours plus tard, Ansar Dine, brandissant le drapeau noir du jihadisme, a pris le contrôle pendant 24 heures de la localité de Fakola, près de la Côte d’Ivoire, avant que l’armée malienne n’intervienne.

Il faut toutefois distinguer les GAT de Boko Haram au Nigeria, qui relève d’une guérilla régionale. Il est le mouvement le plus nuisible, avec une dizaine de milliers de morts en 2015, et le plus étoffé, avec au moins 8000 combattants en 2014, contre 200 à 300 pour les GAT du Sahel. Parmi ces derniers, certains ont une assise ethnique et régionale (MNLA touarègue, FLM peul), et d’autres idéologique et religieuse (AQMI, Ansar Dine), mais tous se financent par les trafics. Le groupe le plus dangereux est Al-Mourabitoun, qui intervient désormais vers le sud du fleuve Niger, comme le montrent les attentats de l’hôtel Radisson de Bamako (20 novembre 2015), de Ouagadougou (15 janvier) et de Grand-Bassam en Côte d’Ivoire (13 mars 2016). Or, l’attentat de Ouagadougou comportait 2 opérations distinctes : l’attentat du Café Capuccino, accolé à l’hôtel Splendid, aisée dans sa partie tactique, peu coûteuse, efficace, au résultat médiatique immédiat ; l’enlèvement de deux Australiens qui impose une préparation plus longue, coûteuse, la présence de cellules spécialisées dans la ville et en dehors (exfiltration, refuge, revente...) ; ce qui est visé ici, c’est le gain financier. Le fait que les deux actions – aux buts très différents – aient été déclenchées le même jour est un signal fort de la capacité de nuisance d’Al-Mourabitoun.¹⁵ En outre, l’enlèvement a été annoncé officiellement par Ansar Dine (l’“émirat du Sahara”) et les otages confiés à Al-Mourabitoun. Il y a donc coopération sur des opérations complexes. De même, Belmokhtar et AQMI se seraient réconciliés en décembre 2015. La présence de *Barkhane* aggrave les concurrences entre les GAT, les tensions sur les trafics, tout en imposant leur coopération opportuniste.

La capacité de réactivité des GAT est impressionnante puisqu’ils profitent du moindre signe de faiblesse des États sahéliens : après la tentative de putsch en septembre 2015 au Burkina Faso, les forces armées ont été mises sur la sellette et les troupes d’élite en partie démantelées. C’est cette lacune sécuritaire qui a permis à Al-Mourabitoun de monter l’opération de Ouagadougou.¹⁶

Vers une B3S ?

Entre 2015 et 2016, le jihadisme est descendu vers le sud de la bande sahélo-saharienne.¹⁷ La radicalisation des populations subsahariennes, leur basculement dans le

¹⁴ E. Grégoire, “Dangers extérieurs, dangers intérieurs : le Niger face au radicalisme islamique”, *EchoGéo*, Sur le Vif, 2 avril 2015.

¹⁵ O. Hanne & G. Larabi, “Lutte contre le terrorisme et sécurité au Sahel”, *op.cit.*

¹⁶ M. Écoiffier, “Attentat au Burkina : il y a une sorte de concurrence entre Aqmi et l’EI”, *Libération*, 16 janvier 2016.

¹⁷ B. Lugan, *L’Afrique réelle*, 18 mars 2016.

salafisme, et progressivement dans le jihadisme, sont nets.¹⁸ La Gambie a été proclamée “État islamique” par le président Jammeh en décembre 2015, décision qui n’est qu’un message de politique intérieure, mais qui arrive au plus mauvais moment.

Depuis janvier 2015, un nouveau groupe jihadiste, le Front de Libération du Macina (FLM) veut étendre le jihâd au sud du Mali, pour restaurer l’ancien empire peul du Macina. Il a participé à l’attentat de l’hôtel Radisson, collabore avec Al-Mourabitoun, et illustre l’islamisation des populations peules du Mali, prises entre les Touareg et les agriculteurs maliens du sud qui leur reprochent leurs traditions guerrières et pastorales.¹⁹ Autre signe inquiétant: la plupart des attentats en dehors du nord-est du Mali depuis 2015 ont été commis par des subsahariens qui n’ont rien de combattants, des jeunes gens d’une quinzaine d’années, radicalisés et poussés au martyre. Le jihadisme se rapproche donc du Golfe de Guinée.

Pour l’avenir, les GAT pourront constituer un troisième point d’ancrage jihadiste (outre la Libye et le Nigeria) dans la zone sénégalienne. Les problématiques sécuritaires de la B2S touchent désormais une “B3S” (Bande sahélo-saharo-sénégalienne)²⁰. La constitution d’un “triangle jihadiste transsahélien” aurait pour effet d’écarteler le dispositif antiterroriste au Sahel, dont l’opération *Barkhane*. Déjà déployés sur un théâtre gigantesque, il est peu concevable de réorienter les 3500 soldats français sur une nouvelle zone, à moins de les renforcer. Il devient donc urgent d’engager dans la lutte la Côte d’Ivoire, le Sénégal, la CEDEAO, mais aussi, au-delà, l’Algérie et le Maroc. De fait, à la frontière entre ces deux pays et la Mauritanie est apparu en 2015 le MSJI (Mouvement Saharaoui de la Jeunesse Islamique), un GAT qui, encore réduit, pourrait profiter de la salafisation des esprits et du conflit au Sahara Occidental.

Depuis 2012, le pivot du jihadisme s’est donc déplacé, mais pas celui de l’opération *Barkhane*, hiatus qui ne peut perdurer sans risque. L’intelligence et l’originalité des GAT est leur capacité à récupérer les tensions locales, notamment en canalisant les frustrations de la population et le sentiment d’oppression par l’État. Tous jouent sur la dimension religieuse, anti-occidentale, et instrumentalisent les lignes ethniques, les anciens conflits entre ruraux et citadins, entre pasteurs et agriculteurs. Mais, contrairement à Daech au Moyen-Orient, ils ne peuvent survivre uniquement par la violence, et doivent pratiquer la redistribution pour bénéficier d’une certaine popularité.

Les limites de la présence étrangère (*Barkhane*, MINUSMA)

Un bilan décevant pour *Barkhane* ?

Au regard du redéploiement des GAT depuis 2014, la mission *Barkhane* peut paraître décevante, d’autant qu’elle coûte plus de 700 millions d’euros par an. On a même reproché à l’opération d’être “contournée” par les GAT, et d’être victime d’un “syndrome

¹⁸ “AQMI recrute de plus en plus de jeunes en Afrique de l’Ouest”, *RFI*, 17 mars 2016.

¹⁹ “El-Mourabitoune et Aqmi revendiquent les attentats de Bamako”, *Alakbar*, 20 novembre 2015.

²⁰ G. Larabi, “Barkhane risque le grand écart”, *Le Huffington Post*, 22 janvier 2016.

de la ligne Maginot”.²¹ Mais l’accusation ne tient pas dans un contexte où, justement, il n’y a ni ligne ni frontière à déborder, mais un vaste espace désertique à observer, sinon à contrôler. Les principes de la guerre maritime s’appliquent ici, et non ceux de la guerre continentale et interétatique, remontant à la Guerre de Trente ans (1618-1648). Si le jihadisme se déplace vers le sud, c’est aussi parce qu’il ne peut plus se maintenir dans l’Azawad, et donc que la présence de *Barkhane* crée de réelles difficultés pour les GAT.

Les failles de *Barkhane* sont indissociables des ambitions énormes qui lui ont été assignées en comparaison de la fragilité de ses partenaires et du caractère incomplet de son dispositif. En effet, les enjeux sécuritaires au Sahel sont tous transnationaux et impliquent des États qui n’appartiennent pas au G5 Sahel. L’espace libyen joue un rôle-clé pour les GAT, ce qui explique la mise en place de la base de Madama en décembre 2014. Mais *Barkhane* ne peut sécuriser la Passe de Salvador efficacement sans intervenir de l’autre côté de la frontière, ce que peut se permettre la DGSE²² (et la Force *Sabre* ?). Boko Haram est un facteur essentiel de la déstabilisation du Tchad et du Niger, or la coopération avec le Nigeria est inaboutie, malgré l’accord signé le 16 juin 2016 avec la France. Profitant de l’assèchement du lac Tchad et des multiples îlots fangeux qu’il recèle, les combattants de Boko Haram et les trafiquants traversent les frontières des trois pays et du Cameroun sans difficulté, puis se replient dans les marécages.²³ Depuis l’élection du Président Buhari, en mars 2015, tous les regards sont tournés vers le Nigeria, pour savoir s’il intégrera la coopération sahélienne, afin d’empêcher la formation du continuum jihadiste. Mais le personnage, d’un nationalisme sourcilieux, semble plus enclin à régler la question de Boko Haram par ses propres moyens.

Enfin, une solution durable ne peut exclure un État-clé comme l’Algérie, qui possède à la fois l’armée la plus puissante de la région et l’expérience contre le jihadisme la plus probante ; un rapprochement prudent, graduel, du G5 Sahel, de la France et l’Algérie est indispensable. Cependant, un partenariat opportuniste avec l’Algérie compromettrait les chances de rapprochement avec le Maroc, dont la rivalité historique autour du problème du Sahara Occidental perdure.

Face au risque d’écartèlement de *Barkhane* en raison de la descente du jihadisme vers la Sénégalie, aucune solution ne semble parfaite. On ne peut envisager de dégarnir un “front” – ou plutôt une zone – sans craindre d’y voir les GAT s’y réinstaller. Déployer un nouveau groupement tactique paraît illusoire, tant les contraintes budgétaires sont fortes. Certaines opérations doivent donc être réorientées vers le sud-ouest du Mali, le nord du Burkina Faso, la région de N’Djamena, voire le nord du Cameroun. Il faudra aussi certainement trouver de nouvelles formes de partenariat avec Yaoundé, le Sénégal, la Côte d’Ivoire et la Guinée.

²¹ Jean-Dominique Merchet pour *L’Opinion*, 21 novembre 2015.

²² “Trois membres de la DGSE tués en Libye, le gouvernement libyen proteste”, *Le Monde*, 20 juillet 2016.

²³ “Sur les bords du lac Tchad, au cœur de la folie meurtrière de Boko Haram”, *Le Monde*, 18 août 2016.

La fragilité des partenaires

Si les chefs d’État du Sahel ont conscience de l’urgence de la coopération militaire et politique avec la France, les réalités ont bien du mal à suivre. La faiblesse matérielle et financière des armées du G5 Sahel est patente, et l’EUTM est confrontée aux manques criants de l’armée malienne, dans tous les domaines. Les budgets des armées de la région sont incomparables à l’ampleur des bénéfices réalisés par les trafics.²⁴

La question touarègue, qui a été au centre de toutes les révoltes au Mali et au Niger depuis les années 1960, et qui a provoqué la crise de 2012, n’est nullement résolue.²⁵ Le MNLA s’est dissocié des GAT islamistes au bon moment en janvier 2013, afin d’apparaître comme un acteur raisonnable dans le conflit. Les groupes autonomistes, associés pendant plusieurs mois aux jihadistes, se sont rassemblés en mai 2013 sous l’appellation de Haut Conseil pour l’Unité de l’Azawad (HCUA). Se présentant comme légitime, le HCUA a demandé l’entremise de l’Algérie, du Burkina Faso puis du Maroc pour éviter le retour de l’armée malienne à Kidal.²⁶ Il a ainsi obtenu que la ville soit occupée par les soldats français et tchadiens, et non par l’armée gouvernementale. Cette victoire face à Bamako a été un camouflet pour les Maliens du sud. L’accord de paix de Ouagadougou, signé le 18 juin 2013, n’était pour beaucoup d’acteurs locaux qu’une feuille de papier, destinée à rassurer la France. En janvier 2014, les troupes maliennes ont été chassées de Kidal, sous les yeux des troupes françaises et de la MINUSMA.²⁷ Des manifestations anti-françaises ont alors eu lieu pour dénoncer la complaisance de Paris envers les Touareg. Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, a affirmé au journal *Le Monde* son refus de discuter avec les terroristes, sous-entendu le MNLA : “*La communauté internationale nous oblige à négocier sur notre sol avec des gens qui ont pris des armes contre l’État*” (5 décembre 2013). Bamako a cherché à jouer sur les divisions touarègues en se servant du colonel Gamou, promu général. Avec des militaires issus des Imghad, les anciens serfs de l’aristocratie touarègue, il constitua le Groupe d’autodéfense touarègue imghad et alliés (GATIA), agissant en coordination avec l’armée malienne, contre le MNLA.²⁸

Malgré la mauvaise volonté générale, on signa des pré-accords à Alger en octobre 2014, préservant l’unité territoriale du Mali, mais les différents groupes autonomistes du nord, réunis dans une Coordination des mouvements de l’Azawad (CMA), réaffirmèrent leur attachement au fédéralisme, au grand dam des Maliens du sud. Le GATIA entra aussitôt en conflit ouvert avec le MNLA dans la vallée de Tilemsi. Mais les populations Songhaï et Bambara se radicalisent désormais contre les Touareg. Dès qu’une proposition d’autonomie administrative est avancée par Bamako, des émeutes ou des milices s’en prennent aux Touareg. De fait, si le processus de décentralisation était sincèrement lancé, les provinces

²⁴ Le budget de la Défense ivoirienne est d’environ 400 millions d’euros en 2014, soit le revenu de deux tonnes de cocaïne.

²⁵ M. Raffray, *Touaregs. La révolte des hommes bleus (1857-2013)*, Paris, Éditions Economica, 2013.

²⁶ “Mali, les rebelles du HCUA jouent un double jeu selon Paris”, www.voaafrique.com, 8 juin 2016.

²⁷ “Mali, des hommes d’un groupe pro-Bamako sont entrés dans Kidal”, *RFI*, 2 février 2016.

²⁸ B. Lugan, *L’Afrique réelle*, 11 mai 2015.

du Nord se rallieraient aux élites du CMA, et les Maliens du sud jugeraient l’unité du pays menacée. Beaucoup en viendraient aux armes en rejoignant les milices d’autodéfense, déjà constituées.²⁹

Durant l’année 2015, le CMA a continué de négocier avec le gouvernement malien tout en tenant le terrain dans le nord-est. La violence y fut quotidienne, qu’elle fût le fait des rebelles, des jihadistes, des hommes du GATIA ou de l’armée malienne. Les autorités maliennes ont parlé de “*chasse aux Noirs*”.³⁰ Le 15 janvier, 27 Casques bleus ont été tués à Tabankort. En réaction, un hélicoptère de la MINUSMA a frappé le MNLA et a tué six de ses membres. Le GATIA a pris Ménaka le 27 avril, d’où il a chassé le MNLA. Aussitôt, ce dernier a attaqué à Léré et à Tombouctou, tuant huit soldats maliens. L’accord de paix, qui devait être signé le 15 mai, est ainsi devenu caduc. Pourtant, le CMA l’a paraphé mais sans le signer, exigeant “*la reconnaissance officielle de l’Azawad comme une entité*”. Trois jours plus tard, le mouvement touarègue tuait trois soldats maliens au sud de Tombouctou, parmi les Bambara.³¹ Le 20 juin 2015, fut pourtant signé l’accord final de paix à Bamako, promettant le désarmement des combattants, leur intégration dans l’armée et une décentralisation. Autant de promesses concédées puis abandonnées depuis vingt ans.

La question touarègue n’est donc nulle part résolue et l’accord de Bamako suspendu au bon vouloir des signataires. Les Bambara du sud veulent croire dans la survie de la nation malienne aux dépens des Touareg, lesquels n’ont aucune unité et ont accepté toutes les compromissions pour faire renaître leur rêve d’indépendance et de pouvoir : arrangements avec les trafiquants, les coupeurs de route, les islamistes et les jihadistes.

Mais la fragilité concerne aussi les autres partenaires de la France, dont le Tchad, devenu une cible privilégiée de Boko Haram en 2015,³² mais dont l’équilibre politique ne tient qu’à la personne de son président, Idriss Deby. Son remplacement ou sa mort – le président est malade depuis plusieurs années – bouleverserait l’équilibre acquis depuis 25 ans et plongerait le Tchad dans une recomposition ethnico-politique au pire moment. En effet, le pays est l’une des dernières digues contre le jihadisme venu du nord par la Libye, de l’ouest avec AQMI et du sud avec Boko Haram. Les milices islamistes du Darfour en profiteraient pour fondre sur l’est du Tchad, entraînant probablement comme un jeu de dominos tout le Sahel.

On ne peut enfin écarter le risque d’une remise en cause soudaine du processus initié par le G5 Sahel, notamment lors d’un changement de régime ou un coup d’État militaire dans un pays, qui ferait table rase de cette coopération, par esprit nationaliste, par méfiance inter-ethnique, pour donner des gages au sentiment anti-français très enraciné. Or, les GAT savent jouer sur les cordes identitaires et raviver des plaies anciennes.

²⁹ “Mali : l’armée ouvre le feu sur une manifestation de jeunes à Gao”, *France24*, 12 juillet 2016.

³⁰ “Mali, le gouvernement dénonce une épuration raciale à Kidal”, *Jeune Afrique*, 3 juin 2013.

³¹ Nous renvoyons au *Rapport Afrique 226*, de l’International Crisis Group, 22 mai 2015.

³² “Tchad, au moins 41 morts dans 5 explosions attribuées à l’ex-Boko Haram”, *RFI*, 10 octobre 2015.

Un cadre juridique et éthique inattaquable ?

Le dispositif *Barkhane* et les évolutions récentes des stratégies militaires dans le Sahel pourraient, à terme, poser de graves questions juridiques. Les conditions de reconduction de la mission par le Parlement français, en accord avec l'article 35-2 de la Constitution, ne sont pas toujours réunies (présentation tous les quatre mois pour prolongation, débats contradictoires, détail des objectifs poursuivis...). Les partenariats opérationnels entre les forces françaises et les armées du Sahel suscitent au quotidien un hiatus entre l'éthique militaire européenne et les coutumes dans la région, où le personnage du soldat représente plus que la force légale, mais aussi la brutalité et l'impunité.³³ Lorsqu'ils sont déployés au Mali, les soldats tchadiens essuient de nombreuses critiques pour leurs méthodes “musclées”. Au Niger, au Tchad et au Mali, l'éloignement des postes de gendarmerie ou des garnisons rend difficile le transport des captifs. Les unités de *Barkhane* ou de *Sabre* hésitent à confier aux autorités locales des trafiquants interceptés, qui peuvent facilement être considérés comme des jihadistes et disparaître une fois les troupes françaises parties. Autour des prisonniers, les négociations lucratives ou ethniques échappent à la compréhension des hommes de *Barkhane*. Le plus simple est donc souvent de crever les pneus des pick-ups après avoir confisqué le matériel et l'armement des individus arrêtés.

Les pays du G5 Sahel ont favorisé la montée en puissance des forces spéciales, à l'initiative aussi de la France qui, dès 2010, a formé les Mauritaniens dans ce domaine, puis les Nigériens en 2013. Mais ce phénomène a rendu imperceptible la limite entre la guerre régulière et la guerre irrégulière, entre les opérations conventionnelles et les missions spéciales, voire de type DGSE, d'où une césure perceptible entre *Barkhane* et *Sabre*. Face aux lourdeurs administratives et matérielles, grande est la tentation de faire appel à des SMP (*Sociétés militaires privées*), sur le modèle américain, lesquelles, sans être illégales, quittent le cadre de l'action publique. Au bout du processus, le Parlement français aura du mal à contrôler la nature des opérations, dont une partie échappe à *Barkhane*. L'éthique militaire peut en être affectée, mais aussi la responsabilité judiciaire des hommes du COS ou des forces associées (SMP, armées africaines).

La MINUSMA et l'enlèvement du “machin”

Plus encore que *Barkhane*, la MINUSMA est en train de devenir une machinerie onusienne déconnectée des réalités. Le fait d'avoir placé en avril 2015 à sa tête un général danois, sans expérience africaine et peu francophone, était un mauvais signal envoyé aux populations. La déconnexion de la MINUSMA avec l'opinion publique renforce le climat francophobe. Les actions de communication de la MINUSMA sur ses succès (organisation des élections présidentielles et législatives, installation de préfets, défense de la parité homme/femme) sont considérées avec mépris, car ils renforcent l'ingérence internationale sur des critères démocratiques que l'opinion considère comme manipulés. Le nombre de

³³ “Dans la boue, arme au poing: l'étrange bizutage des femmes de militaires maliens”, *France24*, 2 septembre 2016.

victimes au sein même de la MINUSMA (38 morts entre 2013 et 2014, puis 39 entre 2015 et août 2016) ne plaide pas pour l’efficacité de son action.

Les autorités de la MINUSMA comprennent la stabilisation du Mali comme un processus administratif, institutionnel et étatique, alors que l’opinion la voit comme le résultat d’un complexe équilibre entre les groupes ethniques, les acteurs étrangers, les intérêts des élites, l’état des trafics et les conditions agricoles.

En promouvant la décentralisation ou la régionalisation, la MINUSMA et l’Union Européenne copient les procédures de réconciliation des années 1990 initiées par le pouvoir central, qui savait – déjà à l’époque – que ces procédures étaient vouées à l’échec, parce que mal appliquées, ou aux dépens des ethnies touarègues et maures. En poursuivant les mêmes dispositifs, la MINUSMA nourrit le discours complotiste dans le sud du pays, sans rallier les populations du nord. Dans de telles conditions, dès que la présence militaire internationale sera réduite, les troubles reprendront, comme en 2006 et 2012.

Enfin, la passivité et la susceptibilité du gouvernement de Bamako poussent la MINUSMA à la faute, permettant aux élites politiques de ne pas se retrouver impliquées dans une collaboration trop étroite avec l’étranger. Une telle attitude leur sera utile plus tard dans un contexte électoral ou clientéliste. Toute intervention directe de la MINUSMA dans le processus de réconciliation (constitution des commissions de négociation, présence de délégués de la MINUSMA dans le dialogue national...) sera réinterprétée en sa défaveur, quel que soit le résultat des négociations. Plus la déliquescence de l’État malien s’approfondira, plus la MINUSMA sera conduite à s’impliquer dans la gestion du pays, à la demande même de l’État malien (d’où la décision du 29 juin 2016 du Conseil de Sécurité de l’ONU de renforcer la mission onusienne). Cet engrenage ne laisse pas les acteurs locaux en face de leurs propres contradictions et responsables de leurs actes et déclarations devant leur opinion.

Dans un pays qui est peu gouverné, grand est le risque que les organismes internationaux prennent le relais de l’État au nom de l’efficacité politique, laquelle ne respecte pas la temporalité malienne.

Des compréhensions différentes

Les acteurs locaux, connaissant les mentalités européennes, savent utiliser la sémantique onusienne tout en s’adressant à leurs réseaux clientélistes. Ainsi, le rétablissement de la sécurité et de l’État impose une lutte contre les trafics de drogue et la corruption dont vivent les agents de l’État et leurs familles. La lutte contre la drogue relève donc, du côté de Bamako, d’une subtile opération de communication : agir pour ne pas être dénoncé, collaborer pour profiter des subsides, mais sans déstructurer pour ne pas s’appauvrir.

Les groupes armés sont devenus des acteurs indépassables dans les négociations, tout en poursuivant leurs intérêts en jouant sur les trafics et l’adhésion supposée de tel ou tel groupe ethnique. La guérilla et les pick-ups font partie de leur stratégie pour durer et

négocié. La question des enjeux géostratégiques échappe au MNLA comme à Bamako : leur vision politique est horizontale (l'intérêt immédiat et la compréhension du local), tandis que la France a une vue verticale (et satellitaire) de la sécurité sahélienne (état des réseaux jihadistes sur tout le Sahel, situation en Libye, risques de migrations massives). Il sera donc délicat d'amener les “séparatistes” à la raison, car leur compréhension de l'État et du “séparatisme régional” n'est pas celle de la France.

Enfin, les résolutions onusiennes et les règles européennes distinguent nettement les combattants jihadistes des civils, distinction rigide dans le contexte malien, comme elle l'avait été en Afghanistan. La définition de l'insécurité malienne avec les mots de l'ONU ou de l'UE ne fonctionne pas ici, où toutes les alliances sont possibles. La récente menace de sanctions ciblées contre ceux qui ne respecteraient pas les accords de paix pourra facilement être instrumentalisée par Bamako contre les groupes touarègues, les Peuls ou même les opposants politiques.³⁴

Plus encore, la bienveillance française envers les revendications touarègues, soutien qui prend sa source dans la colonisation au 19^e siècle, est désormais anachronique, ne serait-ce que pour l'avenir des relations entre la France et Bamako. Les Touareg constituent 4% de la population du pays, lequel ne peut sur cette seule base démographique être entièrement redécoupé, d'autant que tous les Touareg ne s'associent pas au MNLA. L'opération d'interposition française en juillet 2013 entre l'armée malienne et le MNLA à Kidal – opération qui a évité un bain de sang – a été considérée comme le premier acte de l'ingérence étrangère en faveur des Touareg et d'une scission du territoire malien. Or, les groupes touarègues ont toujours suivi leurs propres intérêts et n'ont nullement facilité la diplomatie française ou européenne. Les leaders touarègues ne représentent pas l'ensemble des courants de l'ethnie, comme le prouvent la constitution du GATIA et les affrontements d'août 2016 à Kidal avec le HCUA. Le MNLA est parcouru de vives tensions et a vécu en septembre 2016 un important schisme interne.³⁵ La zone de sécurité constituée près de Tabankort en 2015 pour protéger les Touareg pouvait représenter une enclave autonome, initiée par la France, sans aucune garantie de collaboration de la part des Touareg.

Conclusion

Le sentiment antifrçais grandit dangereusement dans les pays du Sahel, où ont eu lieu des manifestations anti-*Barkhane* en 2016. La méfiance populaire envers l'ancien colonisateur reste vivace parmi les populations. Les rumeurs de complot sont légion. Dans les rues, les familles, et donc forcément chez les soldats, on accuse la France de plans secrets, de vouloir se réimplanter, renverser le chef de l'État, détruire la nation ou capter ses richesses. Le 6 juin 2015, des manifestations à Niamey dénonçaient la présence dans le pays des troupes françaises, d'AREVA et de Bolloré. Les jihadistes savent jouer sur cette méfiance envers le “Blanc”, qui est aussi l'infidèle.

³⁴ “Affrontements de Kidal, Bamako veut prendre les choses en mains”, *Studiosamani*, 13 août 2016.

³⁵ “Mali, le MNLA une nouvelle fois amputé”, *Jeune Afrique*, 2 septembre 2016.

Barkhane ne peut modifier cet état de choses; l'opération n'en a ni la vocation ni les moyens. Si l'on considère *Barkhane*, *Sabre* et le G5 Sahel comme un ensemble sécuritaire et stratégique cohérent, alors la lutte contre les GAT pourra être relativement efficace, sans régler toutefois les questions de fond (mal-développement, stabilité politique, etc.). Mais si les trois organismes devaient évoluer séparément ou en concurrence, alors le jihadisme pourra proliférer à la faveur des inévitables conflits d'autorité.